

Restitution de la Consultation Citoyenne du 08/06/18

LYCÉE CAMILLE SAINT SAËNS, ROUEN

Notre classe de Première ES (Lycée Camille Saint Saëns à Rouen) s'est engagée cette année dans un projet baptisé « Culture Européenne » qui a pour objectif de nous amener à mieux connaître l'Union Européenne tant dans ses aspects historiques, culturels, politiques ou économiques mais aussi à nous sentir davantage impliqués dans sa dynamique en tant que citoyens européens.

C'est pourquoi, après avoir mené différents projets autour de l'UE, nous avons voulu clore cette année en mettant en place au sein de notre lycée une consultation citoyenne. Et cela avec l'objectif de favoriser l'échange et la réflexion de nos camarades sur la question de savoir quelle Europe nous voulons pour demain.

Cette consultation citoyenne a eu lieu le Vendredi 8 Juin 2018, au lycée Camille Saint Saëns à Rouen et a pris la forme de micro-débats d'une heure, modérés par quelques élèves de notre classe, et rassemblant chaque fois une dizaine de personnes, élèves et enseignants.

Ces débats ont énormément séduits les élèves présents et ont donné lieu à des échanges passionnants, et parfois passionnés, qui leur ont permis d'exprimer un certain nombre de constats assez négatifs à l'encontre de l'UE, tenant en grande partie au fait qu'ils ne s'estiment pas assez informés à ce sujet. Partant de ces constatations, un certain nombre de propositions, visant à favoriser une meilleure connaissance de l'UE et à réaliser des progrès dans son fonctionnement, ont été formulées par l'ensemble des participants.

DES LYCÉENS TENUS À DISTANCE DE L'UE

A la question de savoir si les lycéens présents se sentent européens, une grande partie répond que non et parmi ceux qui répondent oui, une majorité ne sait pas véritablement expliquer d'où vient ce ressenti. Il semble exister encore un fort sentiment d'appartenance nationale et certains ont même exprimé la peur que l'UE fasse disparaître les cultures nationales. Enfin, certains élèves déclarent vouloir partir à l'étranger durant, et après leurs études, mais l'Europe n'est à leurs yeux pas très attractive.

Beaucoup expliquent ces réticences vis à vis de l'Europe par un manque d'information à son sujet. Ils ne se sentent ainsi ni sensibles aux problématiques européennes actuelles, ni compétents pour s'y intéresser. La majorité des lycéens présents a ainsi indiqué qu'ils n'avaient pas connaissance de la date des prochaines élections européennes ce qui témoigne clairement de ce manque d'information...

C'est pourquoi les lycéens ont majoritairement exprimé la nécessité d'avoir accès à une information plus large à ce sujet : ils estiment, en effet, que les programmes scolaires ne font pas suffisamment référence à l'UE : des cours trop centrés sur une vision purement nationale, peu d'information sur la diversité des cultures qui composent l'Europe, l'apprentissage des langues ne servant à rien si cela ne constitue pas un moyen de favoriser le lien entre les cultures.

Ils regrettent aussi que l'information à laquelle ils accèdent sur l'Europe soit en grande partie polarisée sur les pays fondateurs et les plus développés en oubliant les autres et notamment les pays de l'Europe de l'Est. A leur sens, cette information insuffisante et partielle est un élément qui peut alimenter l'euroscpticisme. D'autant plus que l'information donnée par les médias sur l'UE est non seulement partielle mais aussi partisane. Ils ont le sentiment que ceux-ci ont tendance à davantage mettre en lumière les difficultés et les échecs de l'UE mais plus rarement ses avancées et ses réussites dont on parle assez peu.

Enfin, ils aimeraient être davantage informés sur le dispositif Erasmus et ils regrettent qu'il soit peu ouvert aux lycéens.

DES PROPOSITIONS POUR L'UE :

- L'INTÉGRATION DES JEUNES

Étant persuadés qu'une bonne connaissance de l'Union Européenne est essentielle afin de développer un sentiment d'appartenance fort à celle-ci, les lycéens souhaitent que l'effort se situe au niveau de deux des plus gros canaux de diffusion de l'information : l'école et les médias.

Premièrement, il est formulé l'idée qu'une partie des programmes éducatifs nationaux soient élaborés par la Commission Européenne ou sinon qu'une matière, "Culture

Européenne”, soit ajoutée, permettant d’étudier l’Europe à travers différentes disciplines (langues vivantes; sciences sociales, économiques et politiques, histoire et géographie, arts, sciences...) et sous différentes formes qui laisseraient place à des projets, débats ou rencontres. Il est en particulier proposé d’organiser des débats autour de thématiques européennes dans les établissements scolaires afin de permettre aux jeunes de s’informer, d’exprimer leurs opinions et d’approfondir certaines idées. Enfin, les lycéens aimeraient que leurs programmes soient moins abordés du point de vue de la France, mais plus d’un point de vu Européen.

Ensuite, les lycéens souhaitent que soient favorisées des rencontres inter-culturelles pour mieux appréhender ce qui nous rapproche des autres cultures qui composent l’Union. Pour cela, il est d’abord proposé d’étendre le programme Erasmus aux lycéens, à raison d’un trimestre minimum par année, et que les étudiants ayant profité de ce programme puissent discuter de celui-ci avec les autres afin de le promouvoir. La circulation des jeunes en Europe doit aussi être favorisée. De plus, les lycéens ont formulé l’idée que chaque établissement scolaire soit jumelé avec un autre établissement européen, favorisant ainsi les échanges sous diverses formes. Les échanges pourraient être sportifs et culturels : c’est pourquoi ils proposent que soient organisés des évènements européens, rencontres sportives, musicales, littéraires...

De plus, ils pensent que les personnalités européennes doivent être célébrées tout autant que les personnalités nationales, et que la journée de l’Europe doit avoir une plus grande visibilité et être plus vivante, plus solennelle mais aussi plus festive, qu’elle occupe notamment une place accrue dans les médias.

En ce qui concerne les médias, les lycéens proposent la création d’un média européen, et/ou d’une application mobile interactive et ludique qui permettent un accès facilité et attractif à l’information européenne dans toutes ses dimensions.

- SOLIDARITÉ : LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Au vu de la situation actuelle, et qui dure depuis plusieurs années déjà, un constat à été dressé par les lycéens : il y a eu un déni flagrant de solidarité de la part des pays de l’UE, d’abord envers les réfugiés, ensuite envers la Grèce et l’Italie qui supportent les conséquences de ce défi plus lourdement encore que les autres Etats européens. Ce déni de

solidarité est donc perçu comme un déshonneur pour lequel chacun doit prendre ses responsabilités. Les lycéens pensent alors qu'il est impératif de trouver une réponse européenne à ce défi européen, et ainsi apporter une prise en charge collective à la question migratoire.

Dans un premier temps, il paraît essentiel qu'un sommet européen décisif ait lieu, afin que soit définie une nouvelle politique commune sur la question, ainsi que celle d'un nouveau statut de réfugié et de ses critères d'attributions (concernant ces critères, les lycéens ont seulement émis la volonté de favoriser le regroupement familial).

Pour mettre en place et appliquer cette politique européenne commune, les lycéens proposent que soit créée une Agence Européenne Chargée des Migrations. Celle-ci aurait plusieurs rôles : le premier serait de traiter les demandes d'asile de façon accélérée par rapport aux procédures actuelles. Ensuite, elle serait aussi chargée de veiller à une juste répartition des réfugiés entre les Etats membres. Pour ce faire, les lycéens proposent qu'une aide financière soit accordée aux Etats, calculée selon leurs besoins et le nombre de personnes accueillies et, à contrario qu'une véritable sanction soit demandée pour les Etats qui auraient décidé de fermer leur porte aux réfugiés. Cette agence aurait aussi pour rôle de veiller au respect de la dignité humaine pour les personnes en attente du traitement de leur demande. De plus, les lycéens pensent que, pour favoriser l'intégration des réfugiés, cette agence doit s'appuyer sur des associations à qui elle donnerait des moyens financiers et légaux pour prendre en charge ces personnes.

Par ailleurs, il est important que les réfugiés ayant obtenu le droit d'asile puissent jouir de dispositifs favorisant leur intégration. Les lycéens pensent donc que l'Union Européenne doit créer ces dispositifs. Ils ont évoqué un dispositif européen de reconnaissance des diplômes, qualifications et expériences acquises dans les pays d'origine afin que le marché du travail leur soit plus accessible. Concernant leur intégration, il a été évoqué un dernier point : il faut sensibiliser les citoyens européens en favorisant des échanges avec ces réfugiés.

- DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

À propos du défi environnemental, les lycéens pensent que l'Union Européenne doit lutter plus efficacement contre la pollution et favoriser un développement durable sur le continent. Pour ce faire, il faut agir dans l'ensemble des différents secteurs économiques et à tous les niveaux.

Les lycéens aimeraient que l'Union Européenne favorise la transformation des villes, les rendant ainsi moins polluées et plus saines pour leurs habitants. Concrètement, ils souhaitent que les voitures les plus polluantes aient un accès limité aux centres villes et donc formulent l'idée d'un péage urbain assorti d'une politique de promotion des transports collectifs à bas prix. Les lycéens pensent aussi à des composts collectifs dans l'espace urbain et à un financement européen accru des éco-quartiers.

D'autres propositions en faveur du développement durable ont ainsi émergé de ces discussions : l'organisation d'un référendum européen sur le glyphosate, l'augmentation du prix des quotas de CO₂, ainsi que la mise en place de mesures visant à réduire la consommation de viande.

Enfin, les lycéens ont pleinement conscience de la pression des lobbies dans ce domaine, et aimeraient donc voir leur influence décroître et demandent plus de transparence et de contrôles en ce qui concerne les relations entre ces groupes d'intérêt et nos représentants européens.

Malgré les craintes de certains, malgré parfois le faible sentiment d'appartenance à l'Union Européenne, les lycéens, au fil de la réflexion, se sont rendus compte de l'importance de cette Union et ont en particulier exprimé l'envie que celle-ci évolue et que son implication en matière de choix politiques soit encore plus grande. Ils ont par ailleurs une soif d'apprendre à connaître cette Union, Union qu'ils veulent forte pour relever des défis qui ne peuvent être surmontés efficacement que si les dirigeants européens réussissent à s'entendre pour définir des politiques communes dans un certain nombre de domaines exigeant des réponses fortes et immédiates. Une réelle conscience des opportunités qu'offre, et que peut offrir, l'Union s'est éveillée chez certains, et c'est en continuant de parler d'Europe qu'elle s'éveillera chez d'autres.

PES2 "Culture Européenne", lycée Camille Saint-Saëns (Rouen).